

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°829 du 19 mars 2005

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

LE TOUR D'EUROPE EN QUATRE VINGT JOURS

En arrêtant au 29 mai la date du referendum sur la ratification du projet constitutionnel européen, le Président de la République a ménagé un temps d'information et de réflexion qui contraste avec la hâte qui avait présidé au referendum sur le traité de Maastricht. Je ne m'en plaindrai pas : quand le peuple est consulté, il doit être conscient des choix qu'il fait, et avoir la possibilité de s'instruire sur la décision qu'on lui demande de prendre. En Suisse, dans la plupart des cantons, une « votation » ne peut intervenir qu'après une période de débat d'un an.

Il ne reste ici que quatre vingt jours pour le débat, mais c'est mieux que rien.

Je nourris cependant une crainte irraisonnée sans doute, comme à mon habitude : je crains que ce délai ne soit pas suffisant pour sortir des poncifs de la pensée unique, qui seront largement présents sur les ondes, dans les écrits et dans les discours. J'observe déjà que les partisans du oui et du non utilisent des arguments à l'emporte-pièce et sont davantage tentés par la propagande et le matraquage médiatique que par l'analyse juridique, économique et politique du projet constitutionnel. Je n'ai par exemple qu'à parcourir le document très officiellement et très gratuitement diffusé par les services du Premier Ministre pour repérer quelques très grosses ficelles. Je me propose donc, dans ces numéros prochains de la Nouvelle Lettre, de vous inviter à un passage en revue détaillé et approfondi des arguments qui militent tantôt pour tantôt contre la ratification du projet de constitution européenne. Je commencerai par traiter de deux thèmes de la propagande quotidienne, l'un favorable au oui, l'autre au non. Ce choix s'explique parce que dans un cas comme dans l'autre la cause semble entendue, alors qu'il n'en est rien. On veut simplement empêcher les Français de réfléchir.

Les tenants du oui expliquent que rejeter la constitution c'est mettre fin à l'espoir européen. A les entendre il n'y aurait plus d'Europe au soir du 29 mai si le non l'emportait en France. Question simple : aujourd'hui nous n'avons pas de constitution, pour autant l'Europe serait-elle un pur mythe ? Réponse : non, l'Europe est une réalité. Depuis soixante ans les peuples allemands et français vivent en paix, tout le monde circule sans problème d'Oslo à Gibraltar et de Londres à Bucarest. 80% du commerce et des investissements « extérieurs » se font à l'intérieur de l'Europe. Les universités européennes sont en réseau, les diplômés s'équivalent, la recherche s'organise entre les centres européens, un jeune européen sur deux a visité un autre pays d'Europe que le sien, les entreprises sont installées sur tout le territoire du continent. Il n'y a pas eu d'espace européen plus ouvert et plus prospère depuis le XIIème siècle peut-être, et sûrement depuis la période 1875-1914. Les nuages politiques qui pesaient sur l'Europe du fait des impérialismes nationaux et des hégémonies idéologiques ont été dissipés. Voudrait-on nous faire croire que demain tout cela n'existerait plus parce que nous serions privés d'institutions politiques européennes autres que celles que nous avons déjà (Parlement, Commission, Conseil, Cour) ? Dire non au referendum, ce n'est pas dire non à l'Europe. Ne pas avancer dans la construction européenne ne signifie pas détruire l'édifice. J'encourage donc les partisans du non à ne pas céder au chantage à l'Europe.

De même je conseille aux partisans du oui de ne pas céder au chantage à la Turquie, qui prend une double forme : la Turquie est un poids lourd qui déséquilibrerait le système, la Turquie c'est l'Europe islamique. D'une part il est vrai que les Turcs « pèsent » 80 millions de personnes au

niveau de vie inférieur à celui de l'Européen moyen. Mais leur poids démographique n'aurait de sens politique que si précisément la loi du nombre devait régner sur l'Europe. La Californie dicte-t-elle sa voie aux Etats-Unis ? Au demeurant le pouvoir politique de l'Europe serait-il tel qu'en contrôlant ses institutions on tiendrait tous les peuples en esclavage ? Le pouvoir politique a-t-il quelque avenir dans un futur mondialisé ?

D'autre part s'il existe des islamistes en Turquie, ils ne sont pas en proportion plus nombreux que chez nous. L'intégrisme terroriste est le fait d'une minorité inspirée, formée et armée par les Etats voyous du Moyen Orient. Demandons-nous sérieusement si les Turcs veulent dominer l'Europe et anéantir les Infidèles, ou s'ils demandent simplement à accélérer leur développement en intensifiant les relations commerciales et financières qu'ils entretiennent déjà avec l'Europe entière.

On ne peut donc pas rejeter le projet au seul prétexte qu'il livrerait l'Europe à la Turquie et à l'Islam. L'intégration de la Turquie à l'économie européenne est déjà faite, et se poursuivra sans doute à un rythme accéléré. L'entrée triomphale des Ottomans à Vienne n'est pas pour demain. Si vous avez envie de dire oui au projet, ne vous laissez pas impressionner par la peur du grand méchant Turc.

Mais que dire ? Oui ou Non ? J'aurai l'occasion de vous entretenir à nouveau de quelques arguments qui vont dans un sens ou dans l'autre. Mais je crois qu'il était avant tout nécessaire de ne pas tomber dans le piège de la propagande, il ne faut pas s'en tenir au « non à l'Europe » ou au « oui à la Turquie ». Le débat vaut mieux que cela, nous avons quatre vingt jours pour le mener.

Jacques Garello

Conjoncture

LA CHINE ENTRE CAPITALISME ET INTERVENTIONNISME

La situation économique de la Chine est toujours aussi mystérieuse en apparence. D'un côté, la croissance se poursuit à des rythmes faramineux de près de 10%. De l'autre, le gouvernement maintient certaines politiques dirigistes, envisage même une politique conjoncturelle de stop and go et restreint ses exportations. Le tout dans un régime politique de parti unique inchangé, toujours aussi dictatorial. Mais si la Chine, manifestement, continue à progresser, c'est parce que, dans la majorité des secteurs, elle a choisi le capitalisme. Il lui reste à achever sa conversion, si elle ne veut pas remettre en cause ces éléments positifs.

Une croissance de près de 10%

Où va la Chine ? Le premier ministre chinois, Wen JIABAO, vient de s'adresser aux trois mille députés de l'Assemblée nationale populaire- tous membres du parti communiste- pour faire le point sur la politique économique et fixer la feuille de route pour 2005. Ce qui semble clair, c'est que la croissance est toujours aussi soutenue. Pour 2004, comme pour les années précédentes, l'objectif de croissance avait été fixé à 7%. Il a été pulvérisé, avec une progression du PIB de 9,5%, presque 10%.

Qu'en sera-t-il pour l'année en cours ? L'objectif de croissance est fixé à 8%. Que ce soit en Chine ou ailleurs, la croissance obéit à des phénomènes si complexes que les prévisions ne sont jamais respectées. Mais comme la prévision est supérieure à celle de 2004, on peut en déduire que 8% sera sûrement un plancher et que la réalité devrait être plus proche de 10%.

A ce rythme, la Chine rattrape son retard sur les pays développés à toute vitesse, quand on sait que la croissance dans la vieille Europe est cette année de l'ordre de 2%.

Mais la Chine s'inquiète aussi de la surchauffe. Pour y parer, elle avait déjà mis en place en 2004 un certain contrôle macro-économique. En particulier, elle cherche à contrôler le déficit budgétaire. Celui-ci atteignait 3% du PIB en 2002 et 2,5% en 2003. Il devrait être encore réduit à 2,03% en 2005. En soi, c'est plutôt une bonne chose.

Stop and go et limitation des exportations

Mais le ministre des finances, Jin RENQING, est allé plus loin en affirmant qu'une « restructuration économique s'avère impérative ». Compte tenu des menaces de surchauffe, il s'agit, selon lui, de mettre en œuvre « une politique budgétaire de stop and go ». Il faudrait faire alterner les périodes d'accélération et de freinage. M. Jin RENQING précise qu'il « faut adopter une politique prudente, plus ou moins élastique, et renoncer à l'ancienne politique budgétaire pratiquée par la Chine depuis sept ans ». Certes, s'il s'agit d'éviter les dérives budgétaires, c'est une politique avisée. Mais l'expression de stop and go rappelle bien des erreurs keynésiennes de l'Occident et il serait dommage que la Chine, mal inspirée ou mal conseillée sur ce point, tombe dans le même piège.

C'est d'autant plus étonnant que dans le même moment on apprenait que la Chine, champion toutes catégories du libre-échange, qui sait bien qu'elle a construit son succès sur les avantages de la mondialisation, a décidé cette année de plafonner à 15% la croissance de ses flux d'exportations (contre une hausse de 35% en 2004). Il semble que le pays ait cherché à répondre aux protestations de certains pays occidentaux, qui ont de lourds déficits commerciaux avec la Chine. Mais répondre à ces inquiétudes en freinant artificiellement les exportations, c'est scier la branche sur laquelle est assise la prospérité de la Chine ; en outre, on ne voit pas très bien comment cela peut se faire en pratique, sauf à recourir aux mesures les plus autoritaires et interventionnistes.

Dans le même temps, on notait la poursuite ou l'annonce d'autres mesures, celles-ci d'inspiration plus libérales. Le développement industriel et tertiaire favorise certes les zones urbaines. Mais des mesures sont prises pour libéraliser un peu les campagnes. C'est ainsi que le premier ministre a déclaré : « Nous nous préparons à supprimer en 2006 l'impôt agricole dans tout le pays. Cette exemption va permettre aux paysans de dire adieu au cauchemar des redevances qui les a obsédés tout au long d'une histoire deux fois millénaire ». Si la Chine supprime même des impôts qui existaient du temps de l'empire chinois, qui s'en plaindrait ?

Ce qui marche en Chine, c'est le capitalisme : jusqu'à quand ?

De même, M. JIABAO a exalté les mérites d'un système économique fondé « sur la rentabilité annuelle de l'entreprise et la performance des cadres de la direction ». Plus classique, il a confirmé la priorité à la lutte contre la corruption, et a fustigé « certains fonctionnaires gouvernementaux peu enclins à exercer leurs fonctions en vertu de la loi ». Il a dénoncé « le formalisme, la bureaucratie, la fraude, le goût du luxe et le gaspillage ». Quant aux sociétés chinoises, elles cachent de moins en moins leur ambition mondiale et souhaitent partir à l'assaut des marchés, quand elles n'achètent pas carrément des entreprises occidentales.

On est donc, une nouvelle fois, partagé face à l'évolution chinoise. Le dynamisme de la croissance est indiscutable. Quiconque se rend en Chine ne peut nier l'évolution extraordinaire qui s'y produit : la création de richesses se fait sous nos yeux. Et l'orientation vers le commerce international et la mondialisation est un des facteurs clefs de la réussite. Il y a bien un capitalisme chinois, et c'est ce qui marche en Chine.

Mais il y a aussi les pesanteurs du régime, qui reste une dictature à parti unique. Les mesures étatiques et interventionnistes ne sont jamais loin et lorsque quelque chose ne va pas, la tentation de faire appel à l'Etat est toujours là. On sent bien que le régime voudrait que l'économie lui obéisse au doigt et à l'œil, ce qui n'est guère compatible avec le marché. En outre, la question reste posée de savoir jusqu'à quand la population chinoise trouvera normal de choisir ses produits et pas ses hommes politiques. Bref, la Chine se cherche encore et elle n'a pas fini de nous étonner.

ALAN GREENSPAN : SUPPRIMER L'IMPOT SUR LE REVENU

La différence essentielle entre la France et les Etats-Unis, c'est l'extraordinaire conservatisme français, au mauvais sens du mot, qui nous empêche d'imaginer la moindre réforme et a fortiori de sortir du politiquement correct. Au contraire, les Américains sont sans complexe lorsqu'il s'agit d'innover et envisagent le plus tranquillement du monde les réformes les plus radicales. On vient d'en avoir un nouvel exemple avec Alan GREENSPAN, Président depuis dix-huit ans de la Fed (la réserve fédérale américaine). Il est à dix mois de sa retraite (à 79 ans) et retrouve donc une plus grande liberté de parole.

Il vient d'être entendu par la commission préparant une réforme de la fiscalité. Il a appuyé une proposition, déjà avancée devant cette commission, consistant à supprimer l'impôt sur le revenu pour le remplacer par une taxe fédérale sur la consommation, (du type TVA), qui n'existe pour l'instant qu'au niveau des Etats. C'est d'autant plus important que si l'Etat fédéral collecte environ 2 000 milliards d'impôts, la moitié provient de l'impôt sur le revenu.

Pour M. GREENSPAN, « de nombreux économistes estiment qu'une taxe sur la consommation serait plus favorable à la croissance économique, parce qu'elle a de bonnes chances de favoriser l'épargne et la formation de capital en supprimant les impôts sur les revenus de l'épargne et de l'investissement ». « Je crois que, comme la génération du baby-boom va commencer à prendre sa retraite dans les prochaines années, il va devenir plus important pour la nation d'augmenter les ressources disponibles à l'avenir à travers une plus grande épargne nationale. Un code des impôts plus simple réduirait aussi les ressources considérables dédiées à se mettre en conformité avec les lois fiscales et les ressources libérées seraient utilisées à des objectifs plus productifs ».

Conscient des réserves qui ne manqueront pas de surgir, Alan GREENSPAN n'exclut pas un système hybride avec un impôt sur le revenu considérablement simplifié et à taux très faible et une taxe sur la consommation car « ni le Congrès, ni le pays ne sont probablement aujourd'hui prêts à passer totalement d'un système à un autre. J'imagine que probablement ce serait la meilleure route à suivre ». Evidemment, la gauche s'est empressée de protester, car pour elle l'impôt progressif sur le revenu représente la justice fiscale et sociale, puisqu'il prend en proportion plus aux plus riches, tandis qu'une impôt indirect pénaliserait plus les revenus faibles et moyens, qui consomment plus en proportion que les plus riches et qui épargnent moins. On connaît bien ce type d'argument.

Mais d'autres ont appuyé sa proposition, comme Karl ROVE, principal stratège politique de G.W. BUSH, qui déclare « Quand vous regardez les économies d'Europe centrale, qui ont adopté des réformes fiscales combinant une taxe sur la consommation et un impôt sur le revenu faible, leur croissance est très forte ». De leur côté, les calculs du rapport économique du Président soulignent qu'une telle réforme pourrait dès la première année accroître de 43% l'épargne individuelle. G.W.BUSH lui-même a affirmé « vouloir travailler à une simplification du code des impôts, comme je l'ai promis au peuple américain. J'attends les conclusions de la commission ».

Bien entendu, on peut critiquer tel ou tel aspect de la proposition. Faut-il supprimer l'impôt sur le revenu ou seulement en supprimer la progressivité pour le remplacer par une taxe plate, plutôt que par la TVA ? Il vaut mieux un impôt qui se voit qu'un impôt indolore en apparence et donc invisible comme la TVA. Mais on peut supposer que lorsque GREENSPAN parle d'un impôt simplifié et à taux faible, il songe à une taxe plate au lieu de l'actuel impôt progressif. Ce serait un progrès certain.

Mais là n'est pas l'essentiel à nos yeux : on peut toujours discuter sur le plan technique de tel aspect du projet. Ce qui nous intéresse, c'est qu'aux Etats-Unis, les principaux responsables n'ont aucune honte à envisager publiquement les réformes les plus radicales. Alors que chez nous, la majorité est si frileuse qu'elle n'envisage même pas de réformer l'impôt de solidarité sur la fortune (qui n'existe plus ailleurs). Quant à l'impôt sur le revenu, il n'en est même pas question et nous allons garder la progressivité la plus forte, ce qui continuera à faire fuir les plus entreprenants.

LA VERITE SUR LES DELOCALISATIONS

Peu à peu la vérité sur les délocalisations parvient à percer. Les rodomontades de nos leaders politiques et de nos syndicalistes laissent maintenant place à un bilan plus rigoureux des avantages et inconvénients des délocalisations. Il est par exemple symptomatique de lire dans « Le Monde » un article intitulé « Quand Bruxelles vante les bienfaits des délocalisations sur l'économie européenne ». Il présente le compte rendu d'une note de la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne sur les délocalisations.

Il est dommage que cette étude ait été retirée, car sa lecture pourrait éclairer nos gouvernants et l'opinion publique. Les économistes de la commission reconnaissent certes que les délocalisations peuvent coûter des emplois. « Mais de manière transitoire et ciblée sur certains secteurs ». Ils estiment qu'à terme « l'Union européenne peut y gagner, dans la mesure où ce processus est garant de la compétitivité de son économie. Les délocalisations ont le même effet qu'un saut technologique » et sans elles « l'économie européenne abandonnerait des pans entiers d'activité ».

De plus, pour l'instant, les délocalisations ont surtout eu lieu entre pays développés et beaucoup moins vers les pays en développement. En outre, selon Eurostat, les quinze n'ont investi à l'étranger que « 1,3% de leur production nationale brute. L'essentiel des flux d'investissements étrangers de la zone sont restés intra européens ». Et les échanges dans le secteur des services aux entreprises, qui « sont également un indicateur des activités délocalisées », selon le Monde, ou sous-traitées à l'étranger, ont bénéficié aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, à l'Allemagne, aux Pays-Bas et même à la France.

Conclusion : « voilà pourquoi, jusqu'ici, les conséquences économiques des délocalisations au niveau de l'Union européenne ont été limitées. La balance des paiements courants est restée stable ces dernières années. Qui plus est, estiment les économistes bruxellois, rien ne permet aujourd'hui de parler de désindustrialisation qui serait liée aux délocalisations ». « Rien ne permet, jugent-ils, d'affirmer que les délocalisations ont eu un impact global négatif sur l'emploi et les salaires, même si elles ont été néfastes à des secteurs, comme le textile et l'habillement ou encore la construction navale ».

Certes, dans l'avenir, les choses pourraient changer et les pays émergents (Chine, Inde) devraient prendre de plus en plus de place dans les délocalisations, y compris pour les services. Cela aura des conséquences sur l'emploi. Même dans ce cas, à terme « ils jugent que ces effets négatifs seront plus que compensés par les bienfaits globaux que font les délocalisations à l'économie, en dessinant une nouvelle carte de la division internationale du travail. Chaque pays doit s'adapter et rester présent sur les secteurs où il est efficace ».

Voilà, selon Le Monde, quel est le raisonnement des experts européens : « Le raisonnement est simple : le pays qui délocalise est plus compétitif grâce à des coûts de production ainsi allégés ; il y gagne des parts de marché mondial, ce qui lui permet de gagner des emplois à terme. Et notamment des emplois qualifiés, mieux payés. Les délocalisations permettent même, selon ces auteurs, d'éviter à une industrie entière de disparaître face à la concurrence internationale. En délocalisant une partie de la chaîne de production, le pays délocalisateur peut garder chez lui la part de la production sur laquelle il est compétitif. Sans délocalisation, donc, il risquerait de tout perdre ».

On pourrait conclure sur cette note optimiste. Mais il reste cependant un risque : le refus d'adaptation des Européens, encouragés par leurs dirigeants à demeurer dans des créneaux exigeant peu de qualification, quitte à recourir au protectionnisme. La concurrence c'est bon... quand on l'admet ! Voilà aussi la vérité.

PACTE DE STABILITE : ON N'ARRETE PAS L'INNOVATION

Le pacte de stabilité a donné lieu à une belle empoignade au cours de la récente réunion des ministres européens de l'économie. Une nouvelle réunion doit avoir lieu le 20 mars, juste avant le Conseil européen des 22-23 mars. Pour l'instant, tout est possible, y compris un échec qui conduirait à rester au statu quo.

On connaît les positions en présence. D'un côté, il y a ceux qui pensent que fixer des règles au niveau européen (comme les 3% de déficit public et les 60% maximum de dette publique) cela permet d'éviter les dérapages les plus graves et cela évite de retomber dans les politiques conjoncturelles qui ont déjà fait tant de mal par le passé. C'est la position de la plupart des « petits » pays, y compris des nouveaux arrivants. De l'autre, la France et l'Allemagne, incapables de respecter les règles du jeu, qui veulent s'en affranchir et veulent pouvoir « stimuler » la conjoncture si nécessaire, c'est-à-dire relancer l'économie par les déficits publics dans la plus pure tradition keynésienne.

Mais comme Français et Allemands ne peuvent pas dire officiellement qu'ils sont pour le laxisme, après avoir prêché la vertu aux autres pour qu'ils entrent dans l'Union européenne, ils ont trouvé une ligne de conduite plus discrète. Il s'agit de demander à Bruxelles un certain nombre de dérogations permettant d'échapper à la règle des 3%, en établissant une liste de dépenses qui n'entrent pas en ligne de compte. Autrement dit, ce qui est d'une hypocrisie absolue, exclue certaines dépenses jusqu'à rentrer dans les clous !

C'est ainsi que la France souhaite que les dépenses relatives à la défense ou encore à l'aide publique au développement (grand dada du Président) ne comptent pas dans la mesure du déficit. Quant aux Allemands, il proposent que le coût de la réunification soit lui aussi exclu du déficit. Comme par hasard, si ces mesures étaient adoptées, France et Allemagne retomberaient comme par miracle en dessous du chiffre fatidique de 3%. Mais ces pays sont trop timides. Il faudrait aller plus loin et calculer un déficit hors dépenses, ce serait simplement pousser la logique jusqu'au bout et, en écartant toutes les dépenses du calcul, nous aurions même un excédent budgétaire.

Mais en entrant dans cette surenchère, la France et l'Allemagne ont joué un jeu dangereux que nos partenaires ont peu apprécié. Même les socialistes espagnols ne voulaient pas entendre parler de cette fameuse liste de dépenses à soustraire du déficit. Et huit heures de discussion sur ce thème ont conduit le Président de l'Eurogroupe, le premier ministre luxembourgeois, pourtant d'un naturel tranquille, au bord de la crise de nerf, demandant à ses collègues de proposer à sa place un énième compromis. Ensuite, passant de douze à 25 lors de la réunion du lendemain, les choses ont été encore plus complexes et certains pays, mi-sérieux, mi-ironiques, en particulier de l'Est, ont fait de la surenchère en proposant que les dépenses liées à la réforme des retraites soient exclues du calcul. Ce n'est pas plus stupide que d'y mettre l'aide au tiers-monde. Quant au ministre belge, il a demandé, totalement ironique cette fois, si l'on pouvait prendre en compte le coût de la division communautaire en Belgique.

Inutile de se voiler la face : les pays qui proposent une liste de dépenses à soustraire n'ont qu'une idée en tête : s'affranchir des règles et contraintes des traités européens, pour mener à leur guise leur politique anti-cyclique. Voilà, au delà des apparences, la vérité toute simple. En tout cas, nous partageons l'analyse de Jean-Pierre ROBIN dans *Le Figaro économie*, qui a parlé d'un « spectacle affligeant » et de propositions qui se parent de grands mots et qui sont mues en réalité par des motivations électoralistes. Pour notre part, nous ne sommes pas sûrs que le prestige de la France soit sorti grandi de cette pantalonnade. En tous cas, le feuilleton se poursuit.

UN MUSEE EST-IL UN SERVICE PUBLIC ?

On assiste en ce moment à de grandes discussions en France autour de la question des musées. Chez nous, ils sont habituellement publics et financés sur fonds publics. Cela va de soi, puisque dans la logique française il s'agit d'un service public. Lorsque le Louvre a osé remettre en cause le libre accès aux salles pour les artistes et les enseignants, cela a provoqué un tollé. Pourtant, il est clair qu'étant donné l'état actuel de nos finances publiques, le financement public ne suffit pas et le Louvre cherche une plus grande autonomie financière et se tourne vers les fonds privés. Car il n'y a pas que la politique de tarification (gratuité, faible tarif ou prix élevé), il y a aussi et surtout la question des autres ressources.

A l'occasion de ce débat, le Figaro Economie présente un intéressant dossier sur ces problèmes de financement et rappelle par exemple que le gouvernement BERLUSCONI envisage désormais une privatisation de la gestion de certains musées nationaux. Même en France, Le Louvre, qui a 65% de ressources publiques, a tout de même 35% de ressources privées. Le Louvre gère les 30% de contractuels (sur un total de 2000 personnes), mais n'a rien à dire pour les 70% de fonctionnaires. Ce n'est pas encore bien libéral.

Ce qui nous a intéressé dans ce dossier, c'est l'entretien accordé par Jean-Michel TOBELEM, du cabinet conseil Option Culture, qui a publié un ouvrage sur le financement à l'Américaine des musées. Il commence par rappeler qu'européens ou américains, les musées sont en général à but non lucratif. Mais cela n'empêche pas des différences radicales.

« Grosso modo, les fonds d'origine publique représentent de 60% à 90%, voire plus, du total des ressources des grands musées européens, alors qu'ils s'élèvent au mieux à 10% chez leurs homologues américains. A quelques grandes exceptions près, telles que le Smithsonian Institution, complexe de musées nationaux de Washington. Quant aux ressources propres, des 10 à 40% que comptent les musées européens, l'essentiel provient de la vente de billets, d'activités commerciales et de la minorité du mécénat d'entreprises. Les dons des particuliers sont faibles, moins au Royaume-Uni, mais particulièrement en France ».

C'est la grande différence avec les Etats-Unis. « En effet, sur l'ensemble des ressources propres des musées d'Outre-Atlantique, les dons des particuliers s'élèvent à 85%, provenant pour beaucoup de personnes très fortunées. Pour le reste, les fonds des fondations représentent 10% et ceux des entreprises 5%. Là-bas, les gestionnaires de musées ont compris qu'ils ne pouvaient compter ni sur l'argent de l'Etat fédéral, ni sur celui des Etats ».

Bien entendu, la fiscalité joue un rôle et les incitations fiscales sont très importantes aux Etats-Unis. Mais ce n'est pas l'essentiel pour Jean-Michel TOBELEM. « C'est une histoire de mentalité. Dans le pays de prédilection de TOCQUEVILLE, la relation entre le particulier et la culture est très forte. Il n'est pas rare de voir des bénévoles s'occuper de l'accueil et de l'information dans les musées ou de visites guidées ; en Europe, et notamment en France, le bénévolat dans les musées n'existe guère et les donations des particuliers en leur faveur sont très faibles ».

Evidemment, avoir des fonds publics ou privés change la manière de gérer. Les fonds publics peuvent donner l'impression d'une plus grande sécurité, mais on dépend d'un seul et unique interlocuteur, l'Etat. « A l'inverse, le gestionnaire américain qui fait face à plusieurs donateurs se sent plus libre au quotidien, mais il lui faut dépenser beaucoup d'énergie pour convaincre les donateurs (entreprise, fondations et particuliers) ».

Au total, on sait que ce financement privé n'empêche pas les musées américains d'être parmi les plus importants et d'avoir les plus belles collections, en particulier en peinture. Il y a sans doute plus de Cézanne aux Etats-Unis qu'en France. Ce qui prouve que les « services publics » n'ont pas besoin d'être rendus par l'Etat, mais qu'ils peuvent fort bien l'être en faisant appel au mécénat, parmi d'autres formules. Mais pour se désintoxiquer de la dépense publique, comme disait M. GAYMARD, il faut changer nos mentalités et changer nos institutions et nos incitations. Les Français ne sont pas moins généreux que les autres. Mais là où l'Etat passe, la société civile trépassé.

MERCREDI 30 MARS : ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALEPS

Bien que de nombreux lecteurs de la Nouvelle Lettre ne soient pas des adhérents de l'ALEPS, tous ceux qui ont de la sympathie pour les idées libérales sont invités ainsi que leurs amis à participer à l'Assemblée Générale ordinaire et annuelle de l'ALEPS qui se tiendra

Le mercredi 30 mars 2005 de 18 à 20 heures
dans le grand amphithéâtre du GIM (Groupe des Industries Métallurgiques)
34 Avenue du Général de Gaulle à Neuilly sur Seine (Métro : Porte Maillot)

Comme chaque année, l'intérêt de cette Assemblée réside dans le rapport moral et financier sur l'activité de l'association au cours de l'année écoulée, mais il est rehaussé par les interventions de certains des écrivains nommés pour le grand prix du Livre Libéral, dont le lauréat sera connu à l'issue de la réunion. Ont confirmé leur présence à ce jour :

Jacques Bourdu pour *Une vraie réforme fiscale*, éd. François Xavier de Guibert, publié avec le patronage de Contribuables Associés,

Michel Brulé et Michel Drancourt, *Service Public, Sortir de l'Imposture*, éd. Jean Claude Lattès,

Christian Gerondeau, *Les danseuses de la République* (ed. L'Harmattan),

Jacques de Guénin, *ATTAC ou l'intoxication des personnes de bonne volonté*, éd. Charles Coquelin,

Thierry Desjardins, *Monsieur le Président c'est une révolution qu'il faut faire*, éd. Albin Michel,

Guy Millière, *Pourquoi Bush sera réélu*, éd. Michalon,

Pierre Rigoulot, *l'antiaméricanisme*, éd. Robert Laffont,

Yves Roucaute, *La puissance de la liberté*, éd. PUF,

Thierry Wolton, *Brève psychanalyse de la France*, éd. Plon.

Le Prix du Livre Libéral 2005 récompense un ouvrage publié en 2004, il est décerné par un jury présidé par le professeur Pascal Salin, membre du Collège Présidentiel de l'ALEPS.

Enfin, Jacques Garello, Président de l'ALEPS, présentera les principaux projets de l'ALEPS pour l'année à venir, dont en particulier la XXVIIIème Université d'Eté de la Nouvelle Economie qui se tiendra à Aix en Provence du 28 au 31 août.

Une séance de dédicaces permettra aux participants de dialoguer avec les auteurs, et le traditionnel pot de l'amitié terminera cette grande fête annuelle de la famille libérale, dont les figures marquantes seront présentes.

Pour faciliter l'organisation de l'assemblée, il nous serait agréable de recevoir les inscriptions par téléphone, courrier ou e-mail (alepsmariane@hotmail.com).

AU SOMMAIRE DU N°829 :

EDITORIAL : Le tour d'Europe en 80 jours pp. 1-2

CONJONCTURE : La Chine entre capitalisme et interventionnisme pp. 2-3

ACTUALITE QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Alan Greenspan : supprimer l'impôt sur le revenu p. 4 – La vérité sur les délocalisations p. 5 – Pacte de stabilité : on n'arrête pas l'innovation p. 6 – Un musée est-il un service public ? p 7 – Mercredi 30 mars : Assemblée générale de l'ALEPS p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org